

ProfilSup

DROIT PUBLIC

COURS, MÉTHODOLOGIE
ET FICHES TECHNIQUES

- *Université*
- *IEP*
- *Concours administratifs*

Renaud Thielé



Table des matières

Abréviations.....	3
Avant-propos.....	7

I. La méthodologie des différentes épreuves

Les oraux et les questions à réponse courte	10
La dissertation.....	10
La note opérationnelle	14

II. Leçons de droit public

Plan général du cours	16
Première section – L'intérêt général	16
Deuxième section – L'organisation.....	16
Troisième section – La recherche du consentement.....	17
Quatrième section – La garantie des droits.....	17
Section I. L'intérêt général	18
Thème 1. L'ordre public.....	21
Thème 2. Le développement économique.....	31
Thème 3. La justice sociale.....	40
Section II. L'organisation des pouvoirs publics : entre centralisation et autonomie	51
Thème 4. L'État et ses opérateurs.....	54
Thème 5. Les collectivités décentralisées.....	63
Thème 6. Les agents publics	72
Section III. Le consentement	79
Thème 7. Le consentement démocratique: les expressions de la citoyenneté....	79
Thème 8. La contractualisation contre l'unilatéralisme.....	88
Thème 9. Le « droit souple ».....	97

Section IV. La garantie des droits	107
Thème 10. La lisibilité	107
Thème 11. Le contrôle des actes et la sécurité juridique	118
Thème 12. La « redevabilité » : responsabilité et reddition de comptes	133
Thème additionnel. Numérique et vie privée	143
Thème 11. Le numérique	143

III. Les fiches techniques

Accès aux documents		Autorité de sûreté nucléaire	
administratifs.....	154	(ASN).....	201
Accès des ressortissants de l'Union		Autorité nationale des jeux	
européenne aux emplois		(ANJ, ex ARJEL).....	202
publics.....	154	Avancement en grade.....	203
Accessibilité du droit.....	155	Baïonnette intelligente	206
Accord d'entreprise	155	Bail emphytéotique administratif	
Acte administratif unilatéral	156	(BEA)	206
Acte de droit souple des autorités		Banque de France	208
de régulation	157	Bourse	209
Acte de gouvernement	158	Buts monumentaux	
Adaptabilité du service public	160	de la régulation	210
Administration centrale*	161	CADA	211
Agences	161	Cahier-type de marché public	213
Agence française anticorruption		Catastrophe naturelle.....	214
(AFA).....	162	Centre national du cinéma	
Agent public	162	et de l'image animée (CNC).....	215
Aide économique (aides d'État).....	163	Certificat d'urbanisme (CU).....	216
Aide non économique		Charte de déontologie	
(subvention)	169	des magistrats administratifs... ..	217
Aide sociale	172	Charte de l'environnement.....	218
Algorithme	175	Charte des droits fondamentaux	
« Altmark »	175	de l'Union européenne	219
Amendement.....	175	Circonstances exceptionnelles	220
AMF	176	Circulaire	221
Appel.....	177	Clarté du droit	221
Arbitrage.....	179	Clause de sauvegarde	
« Arcelor Atlantique »	180	constitutionnelle	221
Archives	181	CNIL	224
ARCOM.....	183	Code de la commande publique	227
Article 16 de la Constitution.....	186	Codification.....	228
Asile (droit d')	187	Commande publique.....	230
Autonomie	190	Commission de régulation	
Autonomie financière		de l'énergie (CRE)	231
des collectivités territoriales	191	Commune	232
Autorité administrative (ou publique)		Compétence de l'auteur	
indépendante (AAPI).....	193	de l'acte administratif.....	234
Autorité de la concurrence	199	Compétence juridictionnelle.....	234

Concertation	237	Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)	294
Concession.....	238	Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)	299
Concours administratif et tour extérieur	242	Décentralisation.....	302
Confiance légitime (PGDUE).....	246	Décentralisation des compétences	303
Concurrence	247	Décentralisation technique	308
Conseil constitutionnel: statut et indépendance.....	248	Déclaration d'intérêts et de patrimoine	308
Conseil d'État.....	250	Déconcentration.....	309
Consultation.....	255	Défenseur des droits	312
Continuité du service public*	257	Délai de jugement	314
Contradictoire	258	Délégation de service public.....	316
Contrat*	259	Démembrement de l'État	316
Contrat de recrutement.....	261	Démocratie directe.....	317
Contrat de service interne à l'administration.....	264	Démocratie locale et libre administration des collectivités territoriales	317
Contrat de ville	265	Déontologie des agents publics	319
Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM).....	266	Département.....	321
Contrôle de compatibilité des engagements internationaux	266	Développement durable	323
Contrôle de constitutionnalité des actes administratifs: la théorie de la loi-écran	267	Devoir de vigilance.....	324
Contrôle de constitutionnalité des lois	268	Différenciation législative	326
Contrôle de constitutionnalité des engagements internationaux	276	Dignité de l'agent public.....	327
Contrôle de constitutionnalité du droit dérivé.....	277	Dignité de la personne humaine ...	328
Contrôle de conventionalité des actes administratifs	278	Directive européenne	328
Contrôle de conventionalité des lois	278	Discretion professionnelle.....	330
Contrôle de légalité du préfet	280	Discrimination.....	330
Contrôle juridictionnel des actes ...	284	Discrimination positive	331
Contrôle parlementaire.....	286	Dissolution	332
Convention d'occupation domaniale	292	Domaines de la loi et du règlement	333
Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CESDH).....	292	Domaine public	337
Cour administrative d'appel	292	Droit à l'assistance sociale	343
Cour de justice de la République ...	292	Droit à l'éducation.....	343
Cour des comptes.....	292	Droit à l'erreur.....	343
		Droit à polluer.....	345
		Droit de la défense	347
		Droit de propriété	347
		Droit exclusif	349
		Droit fondamental.....	349
		Droit souple.....	350
		Droit souple européen.....	358
		Dualité des ordres de juridiction.....	359
		Dublin III (transfert des demandeurs d'asile).....	365

Éducation.....	367	Faute simple et faute lourde	428
Éducation prioritaire	370	Fiscalité.....	428
Égalité d'accès aux emplois publics.....	371	Fonction publique	428
Égalité des sexes dans la fonction publique	373	Force majeure	429
Égalité devant le service public	374	Formulaire en ligne.....	429
Égalité devant les charges publiques	374	Français (langue).....	429
Élection	375	Gestion publique	432
Élection législative.....	375	Grâce.....	433
Élection locale.....	378	Grève (droit de).....	434
Élection européenne	379	Groupement d'intérêt public	438
Élection présidentielle	380	Habeas corpus.....	439
Emploi à la décision du gouvernement	381	Harcèlement	439
Encadrement supérieur de l'État.....	382	HATVP (Haute autorité de la transparence de la vie publique).....	440
Engagement international.....	386	Haute autorité de santé	442
Enquête publique	388	Haute cour de justice	444
Environnement	389	Hierarchie	444
Environnement équilibré et respectueux de la santé	390	Hôpital.....	446
Espérance légitime	390	Identité de l'auteur d'une décision	448
Établissement public.....	391	Immunité parlementaire	449
Établissement public local d'enseignement (collèges et lycées).....	395	Impartialité et conflits d'intérêts	451
État (branche exécutive).....	396	Imposition	456
État de siège.....	396	Imprescriptibilité du domaine public.....	459
État d'urgence.....	397	Imprévision.....	459
État d'urgence sanitaire	401	Inaliénabilité du domaine public.....	462
État d'exception	405	In house (prestations intégrées, dite exception).....	462
Étrangers (police des).....	406	Incompétence négative.....	464
Étude d'impact environnementale.....	409	Indépendance du juge	464
Étude d'impact de la loi	410	Indivisibilité de la République	468
Évaluation des incidences.....	413	Installations classées pour la protection de l'environnement	468
Exclusivité des agents publics.....	414	Intelligence artificielle	471
Exécution des actes administratifs unilatéraux.....	414	Intelligibilité du droit	472
Exécution des décisions de justice.....	416	Intelligibilité et accessibilité (objectif de valeur constitutionnelle).....	472
Expérimentation.....	420	Intercommunalité : les établissements publics de coopération intercommunale.....	474
Expropriation	423	Intérêt pour agir	477
Expulsion.....	425	« Jamart ».....	480
Fait majoritaire	427		
Faute personnelle.....	428		

«Jean-Louis Bernard Consultants» : les personnes publiques candidates à la commande publique.....	481	Mode alternatif de règlement des différends (MARD).....	527
Juge.....	482	Modification unilatérale d'un contrat	527
Juge des référés administratifs	483	Monopole	529
Juge statuant seul	484	Motivation des actes administratifs.....	529
Jury d'examen ou de concours	485	Mutabilité	530
Kyoto (protocole de).....	487	Mutations domaniales	530
Laïcité et neutralité des agents publics.....	487	Nationalisation.....	531
Lanceur d'alerte	495	Négociation légiférante	532
Légalité des peines et des délits.....	497	Neutralité des agents publics	532
Légifrance	498	Normalisation européenne	533
Libéralité (prohibition de toute)	498	Normalisation française.....	533
Liberté d'aller et venir	499	Normativité du droit.....	534
Liberté d'association	501	Numérique	534
Liberté d'enseignement.....	502	Obéissance.....	535
Liberté d'expression et de communication	502	Objectif de valeur constitutionnelle	536
Liberté du commerce et de l'industrie	503	Obligation de quitter le territoire français	536
Liberté individuelle (habeas corpus).....	504	Office français de protection des réfugiés et apatrides (OPFRA).....	537
Liberté syndicale	505	Open data.....	537
Libertés économiques.....	505	Opérateur	538
Libre concurrence	505	Ordonnances (« législation déléguée »).....	540
Lignes directrices de gestion (LDG).....	505	Ordonnances de tri du juge administratif.....	546
Loi 506		« Ordre des avocats au barreau de Paris » : la création d'un service public dans le secteur marchand.....	548
Loi de validation.....	506	Ordres professionnels	549
Loi-écran (théorie de la)	506	Ordre public économique.....	551
Lois du service public	507	Ordre public	552
Loyauté des relations contractuelles.....	507	Organismes de sécurité sociale	552
Magistrat administratif.....	508	Outre-mer.....	553
Magistrat du Parquet.....	510	Parcoursup.....	561
Magistrat du siège	512	Parité	564
Maire	514	Parlement	567
Marché public	515	Parlementarisme rationalisé.....	568
Marché public de partenariat	520	Participation des citoyens.....	568
Médiation.....	522	Participation en matière environnementale.....	569
Médiation préalable obligatoire (MPO).....	524	Permis de construire.....	570
Mesures d'ordre intérieur	525	Pétition locale	575
Mise en danger d'autrui et homicide involontaire.....	526		

Plan de prévention des risques.....	576	Recours pour excès de pouvoir (REP) et recours de plein contentieux (RPC) objectif.....	640
Plan local d'urbanisme.....	577	Redevance.....	648
Pluralisme.....	579	Référé-liberté.....	653
Pôle Emploi / France Travail.....	582	Référé-suspension.....	655
Police administrative générale.....	583	Référé précontractuel.....	656
Polices administratives spéciales.....	586	Référé administratif*.....	657
Pollueur-payeur.....	594	Référendum local.....	658
Pouvoir réglementaire local.....	595	Référendum législatif.....	660
Précaution.....	596	Régimes transitoires.....	663
Préfet.....	597	Région.....	664
Préjudice.....	604	Règlement européen.....	665
Premier ministre.....	606	Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	666
Prescription quadriennale.....	606	Régulation.....	668
Président de la République et Premier ministre.....	607	Renvoi préjudiciel à la Cour de justice de l'Union européenne.....	669
Présomption d'innocence.....	610	Répression administrative.....	669
Prévention.....	611	Réquisition.....	670
Prévisibilité du droit.....	612	Rescrit.....	671
Principe fondamental reconnu par les lois de la République.....	612	Réserve (devoir de).....	673
Principe général du droit (PGD).....	613	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	675
Principe général du droit de l'Union européenne.....	617	Responsabilité du fait des délais de jugement.....	675
Privatisation.....	617	Responsabilité contractuelle pour faute.....	676
Probité des agents publics : corruption, prise illégale d'intérêts, trafic d'influence, favoritisme.....	619	Responsabilité décennale.....	676
Procédure administrative non contentieuse.....	622	Responsabilité du juge.....	677
Procédure législative.....	622	Responsabilité pécuniaire.....	680
Procédure législative européenne.....	628	Responsabilité financière des gestionnaires publics (comptables et ordonnateurs)....	682
Procès administratif.....	629	Responsabilité pour faute de l'administration.....	683
Profession réglementée.....	630	Responsabilité pour faute de l'État du fait d'une loi.....	687
Progressivité fiscale.....	631	Responsabilité pour risque.....	687
Propriété privée.....	631	Responsabilité pour rupture de l'égalité devant les charges publiques (RECP) et espérance légitime.....	691
Protection fonctionnelle.....	632	Rétention administrative.....	693
Rapporteur public.....	633	Retrait et abrogation de l'acte administratif.....	695
Rassemblement et attroupement.....	636		
Recours administratif gracieux ou hiérarchique.....	637		
Recours administratif préalable obligatoire (RAPO).....	638		

Rétroactivité	696	Statut d'emploi.....	730
Révision constitutionnelle.....	700	Statut pénal des membres du gouvernement	730
Sanction administrative	702	Statut pénal du Président de la République.....	732
Sanction disciplinaire	707	Subventions.....	733
Sapeurs-pompiers (SDIS).....	709	« Tarn-et-Garonne » (recours en contestation de validité d'un contrat)	734
Schéma de cohérence territoriale	710	Téléprocédures.....	737
Schéma directeur de coopération intercommunale.....	711	Télérecours.....	740
Secret de la défense nationale.....	712	Titre de séjour	741
Secret des affaires	715	« Transmanche » (recours en résiliation d'un contrat).....	744
Secret du délibéré et de l'instruction	716	Travaux publics.....	745
Secret professionnel.....	717	Ultra vires	747
Sécurité juridique.....	718	Union européenne	748
Sécurité juridique (PGDUE).....	720	Unité et indivisibilité de la République.....	748
Séparation des ordonnateurs et des comptables.....	721	Université	750
Séparation des pouvoirs.....	722	Urbanisme (police de l').....	753
Séjour.....	724	Vice de procédure, de compétence, de forme.....	754
Service à compétence nationale	725	Vie privée et familiale.....	754
Service-public.fr	726	Vidéoprotection.....	758
Service public	726	Visa consulaire.....	764
Silence vaut acceptation (SVA).....	727	Zones à faibles émissions.....	766
« Somodia ».....	728		
Souveraineté nationale.....	729		
Spoil system.....	730		
Stabilité du droit	730		